

Policy Brief

Juin 2016
PB-16/20

L'Égypte géopolitique : Forces, opportunités, contraintes et vulnérabilité

Par Abdelhak Bassou

Résumé

Géographiquement l'Égypte se trouve au carrefour de plusieurs espaces parfois présentant une certaine homogénéité et parfois contradictoires. Ces espaces lui offrent de multiples opportunités de positionnement dans la région et dans le monde. Mais, le pays est mis dans l'obligation de gérer les contradictions de son voisinage. Dans un autre registre, celui de l'histoire l'Égypte hérite d'un passé de leadership qu'elle ne peut maintenir faute de capacité d'influence adéquate. Ses moyens et problèmes actuels se dressent comme handicap devant le rêve de retrouver l'apogée d'antan. Mais avant toute chose, et avant le rêve de grandeur, l'Égypte doit combler le fossé creusé par les turbulences du printemps arabe, entre les différentes factions de son peuple.

Asie, Afrique, Méditerranée, Mer rouge, Moyen-Orient et Bassin du Nil sont autant d'entités géographiques dans lesquelles l'Égypte s'insère, ou en constitue la périphérie. Cette position fait de l'Égypte un carrefour où se rencontrent deux continents et plusieurs espaces géopolitiques.

En termes de mers, elle est baignée par la Méditerranée et la Mer rouge, dont elle assure la jonction grâce au Canal de Suez. Cette liaison ne relie pas uniquement les deux mers mais s'avère être la voie qui joint deux océans : l'Indien et l'Atlantique. Le pays est également traversé par un fleuve géant, le Nil qui véhicule des eaux et des alluvions, tisse des liens et des relations et assure la rencontre entre des civilisations.

Le territoire égyptien n'a que partiellement subi les affres du morcellement historique. Les frontières du pays n'ont presque pas changé au fil de l'histoire. Des pharaons à nos jours, l'Égypte est sensiblement dans les mêmes limites territoriales. Parfois indépendante en tant qu'État et parfois soumise en tant que province d'un pouvoir extérieur, l'Égypte a toujours un seul territoire et son appellation n'a jamais changé.

Elle fait partie de ces lieux où l'histoire et la géographie se sont toujours alliées et ont continuellement cohabité de telle sorte que l'espace géographique s'est approprié son histoire.

Carte 1 : L'Égypte dans son environnement géographique



Source : Google Maps

Cette multitude d'espaces, de positions, et de positionnements constitue pour l'Égypte autant un avantage et une opportunité qu'un handicap et une difficulté. L'avantage est que le pays peut tirer profit de cette appartenance multiple pour diversifier ses relations et s'imposer en tant qu'espace de rencontre. Le handicap est que les espaces de voisinage et de proximité de l'Égypte présentent autant de contradictions et de divergences d'intérêt que l'option d'alliance avec l'un ne peut, parfois, être interprétée que comme une hostilité envers l'autre. Le défi posé à l'Égypte est donc d'équilibrer sa politique entre les différents partenaires et espaces géopolitiques qui l'entourent. L'Égypte partage avec plusieurs pays d'Afrique du Nord, la difficulté de rallier leur arabité à leur africanité. Elle partage avec ceux de la rive est de la Méditerranée la difficulté de concilier leur arabité à leur identité méditerranéenne. Son adhésion à l'espace économique-commercial d'Afrique de l'Est et australe s'arrime-t-elle à son appartenance à l'espace nord-africain ? Où doit-elle réaliser ses ambitions de leadership ? Dans le Monde arabe, en Afrique du Nord, en Méditerranée, au Moyen-Orient ou dans le Bassin du Nil ?

«Le défi posé à l'Égypte est donc d'équilibrer sa politique entre les différents partenaires et espaces géopolitiques qui l'entourent »

L'Égypte est tiraillée entre ses identités multiples; entre ses pans d'identité qu'elle tire de sa position géographique et les marqueurs d'identité qu'elle tire de son histoire socio-économico-politique. Ce tiraillement est amplifié par les turbulences qui secouent les zones de voisinage et de proximité de l'Égypte. Les forces géopolitiques que procure à l'Égypte sa position géographique et son vécu historique recèlent dans leurs entrailles des vulnérabilités qui ne passent pas inaperçues.

I. Forces

Le développement du nationalisme arabe dans les années cinquante et soixante incarné par ce qui fut connu comme « le Nassérisme », avait donné à l'Égypte une position de leader du monde arabe. La défaite des armées arabes lors de la guerre de soixante-sept, la normalisation avec Israël à la fin des années soixante-dix ont graduellement départi l'Égypte de ce rôle dont elle ne garde plus que la symbolique fonction du secrétariat générale de la Ligue arabe et le siège de cette même organisation.

« L'avantage est que le pays peut tirer profit de cette appartenance multiple pour diversifier ses relations et s'imposer en tant qu'espace de rencontre »

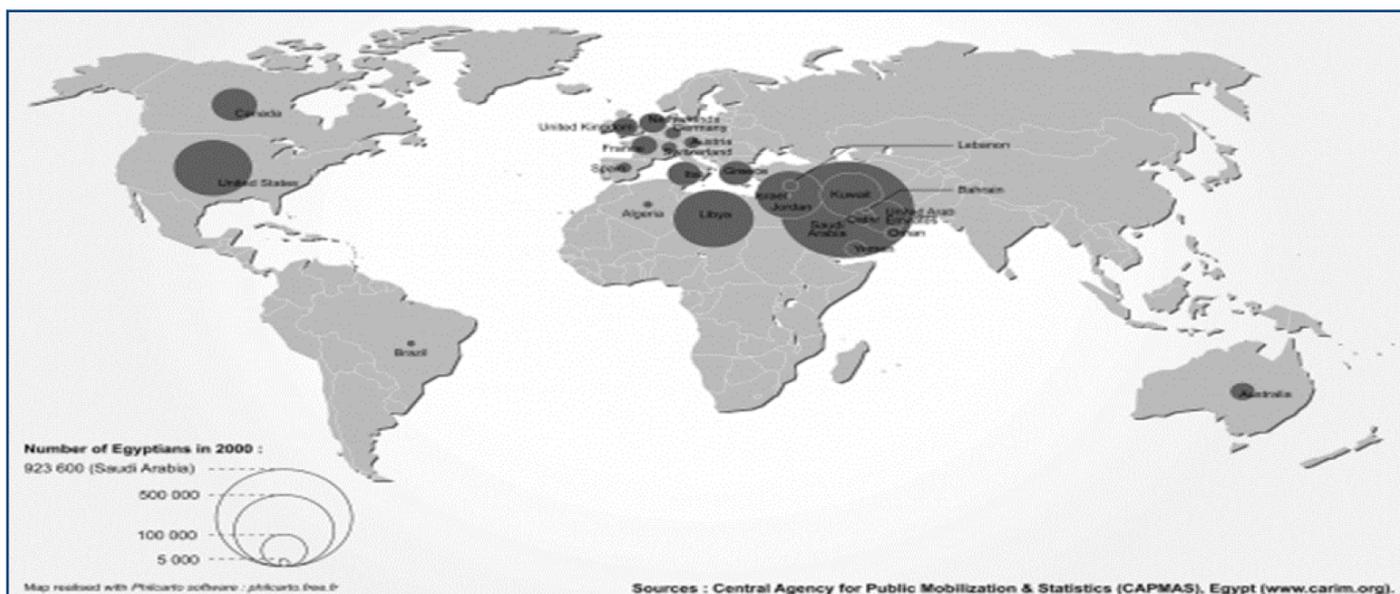
L'Égypte d'aujourd'hui ne semble plus garder les moyens d'influence qu'elle avait sur le monde arabe aussi bien en raison des divergences de ce monde de plus en plus proie aux fragmentations géopolitiques qu'en raison des changements intervenus dans l'ordre mondial, et de l'émergence de nouvelles puissances arabes au Maghreb et dans le Golfe. Elle garde, cependant, plusieurs cartes géopolitiques qui, utilisées rationnellement, constituent des atouts majeurs :

- L'Égypte constitue avec la Jordanie les seules fenêtres officiellement ouvertes dans le dialogue entre Palestiniens et Israéliens et par conséquent un canal incontournable dans toute solution pour ce conflit latent. L'Égypte tente de conserver la main sur la question Palestinienne face à la concurrence des pays de la région, notamment la Turquie et le Qatar. L'enjeu est clairement apparu lors de la dernière guerre d'Israël contre la bande de Gaza.

Les relations n'étaient pas au beau fixe entre l'Égypte et le Hamas que le président Sissi accuse de déstabiliser le Sinaï et de soutenir les Frères Musulmans. La Turquie et le Qatar voyaient en ce conflit l'opportunité d'écarter l'Égypte des pourparlers de paix, l'accusant de se ranger aux côtés d'Israël contre le Hamas. L'Égypte s'était finalement imposée en tant qu'interlocuteur incontournable dans le marathon diplomatique qui a conduit au cessez-le-feu.

- L'Égypte reste la plus grande puissance démographique du monde arabe. Aucun autre pays de la région ne dépasse la moitié de la population égyptienne. Un nombre important d'Égyptiens est disséminé à travers le monde. Ils représentent trois millions entre le Golfe et l'Amérique du Nord. Pourtant, plusieurs chercheurs hésitent à parler de diaspora égyptienne. Ils s'accordent à reconnaître que si cette population répond à certains critères requis pour la formation d'une diaspora (dispersion, sauvegarde de liens forts à la mère patrie et les transferts d'épargnes), elle ne remplit pas d'autres critères tels que la conscience de l'unité du groupe, la mémoire collective (fortement liée au temps et à l'espace) et un système puissant d'organisation.

Carte 2 : Egyptiens à l'étranger



Source : Central Agency for Public Mobilization & Statistics (CAPMAS), Egypt

- L'Égypte garde aussi sa suprématie militaire dans la région. Elle reste la première armée du monde arabe et tout projet de défense commun à cet espace ne peut se passer de l'apport de cette armée. Forte de 438 000 hommes, d'un budget annuel moyen de 5 450 millions de dollars, de 2 240 chars, 370 avions de combats de quatre sous-marins et huit frégates, l'armée égyptienne reste sollicitée dans tous les projets arabes de défense. La coalition montée par l'Arabie saoudite pour l'intervention au Yémen, le projet de force arabe commune ou la coalition musulmane, toujours initiée par l'Arabie Saoudite, montrent la place que les initiateurs de ces projets accordent à l'Égypte en raison de ses capacités militaires. L'Arabie saoudite, qui aspire aujourd'hui au leadership arabe accorde, malgré quelques divergences, un grand intérêt au rapprochement avec l'Égypte¹ comme en témoigne la dernière visite du souverain saoudien au Caire. L'armée égyptienne constitue pour la politique mondiale un facteur d'équilibre stratégique dans la région, surtout vis-à-vis des puissances militaires régionales classiques que sont Israël et la Turquie d'une part et, les puissances militaires régionales nouvelles que sont l'Iran et l'Éthiopie.

L'Égypte est, via le Canal de Suez, le point de passage obligé entre l'Océan indien et la Méditerranée puis l'Atlantique. Le commerce international, de manière générale, et le transport des hydrocarbures du Golfe de manière particulière, en dépend grandement. En assurant la sécurité du passage au Canal de Suez, l'Égypte s'assure une place importante dans le commerce mondial. Consciente de cet atout, l'Égypte n'a pas hésité, malgré ses difficultés financières, à investir dans l'élargissement du canal.

II. Vulnérabilités

1. Gestion des contradictions

Pour maintenir l'équilibre de ses relations avec le voisinage, l'Égypte est dans l'obligation de s'investir dans des politiques de conciliation des contradictions :

- Dans ses relations avec l'Arabie Saoudite, l'Égypte doit gérer sa propre tendance à encourager le régime de Bachar el-Assad, qui combat l'idéologie des frères musulmans, et l'hostilité que l'Arabie porte à ce régime en raison de ses liens avec l'Iran chiite ;

(1). Les deux Mistral's bâtis pour la Russie et qui ont finalement été rebaptisés "Gamal Abdel Nasser" et "Anouar Al Sadat" pour être vendus à l'Égypte, ont selon des informations confirmées été payés par l'Arabie Saoudite. Selon un article du "Figaro" en date du 6 Mai 2016 « le roi Salman d'Arabie saoudite veut constituer une flotte digne de ce nom en Égypte, qui pourrait avoir une force de projection régionale, en mer Rouge et en Méditerranée. » La provenance saoudienne des fonds de paiement des mistral's aurait été selon le même quotidien confirmée par un membre de la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale française.

- L'Égypte reste tenue par les accords de Camp David qu'elle a signé avec Israël, tout en partageant avec le monde arabo-musulman l'aversion qu'il développe envers cette dernière sur la question palestinienne ;

- Sur la même question, l'Égypte doit gérer le sentiment de solidarité arabe avec le territoire de Gaza, pourtant géré par le Hamas dont l'idéologie est dans le droit chemin des frères musulmans, opposants, sinon ennemis du régime égyptien.

« Elle reste la première armée du monde arabe et tout projet de défense commun à cet espace ne peut se passer de l'apport de cette armée »

2. L'épreuve du printemps arabe

Les révolutions du printemps arabe n'ont pas été sans effet sur la géopolitique de l'Égypte, d'autant plus que, pour le cas égyptien il y eut deux mouvements vers le pouvoir. L'un ayant profité aux frères musulmans, et l'autre les ayant desservis. Le pays en sort divisé, épuisé et dépourvu de certaines de ses ressources clés, les investissements étrangers et le tourisme. De plus, le pays se trouve en proie à une vague d'attaques terroristes qui l'obligent à dépenser dans la lutte contre le terrorisme, un effort et des capitaux dont le pays a grand besoin pour réanimer son secteur socioéconomique.

3. La difficulté de l'option pour un espace de positionnement

Très liée aux pays du golfe par des convergences d'intérêts économiques et géopolitiques, l'Égypte n'est pourtant pas considérée comme un pays appartenant à cet espace d'intégration. L'Égypte est la porte du Maghreb, mais n'est pas maghrébine, en supposant que cet espace institutionnel se réanime de sa léthargie, l'Égypte ne peut prétendre y appartenir. Un cadre géopolitique qui peut logiquement contenir l'Égypte est l'Afrique du Nord, mais celle-ci n'a pas d'existence politique connue à ce jour. L'une des vulnérabilités de l'Égypte peut-être cette

multiplicité d'espaces potentiels d'intégration auxquels elle appartient tous, sans faire exclusivement partie de l'un d'entre eux. Son cadre le plus naturel serait le bassin du Nil, une région que l'Égypte a du mal à intégrer et à ingérer.

III. Une opportunité : L'initiative du bassin du Nil²

L'Égypte considère que ses « droits historiques » sur le Nil sont garantis par deux traités, datant de 1929 et 1959³, lui accordant ainsi qu'au Soudan des droits sur 87 % au total du débit du Nil, et un droit de veto sur tout projet en amont du fleuve.

Ces accords sont toutefois contestés par la majorité des autres pays du bassin du Nil, dont l'Éthiopie, qui a conclu un traité distinct en 2010 lui permettant de développer des projets sur le fleuve sans avoir à solliciter l'accord du Caire. L'Égypte avait alors manifesté son mécontentement en se retirant de l'Initiative du Bassin du Nil (NBI) qui regroupe les dix États riverains du fleuve, avant de la réintégrer en février 2015.

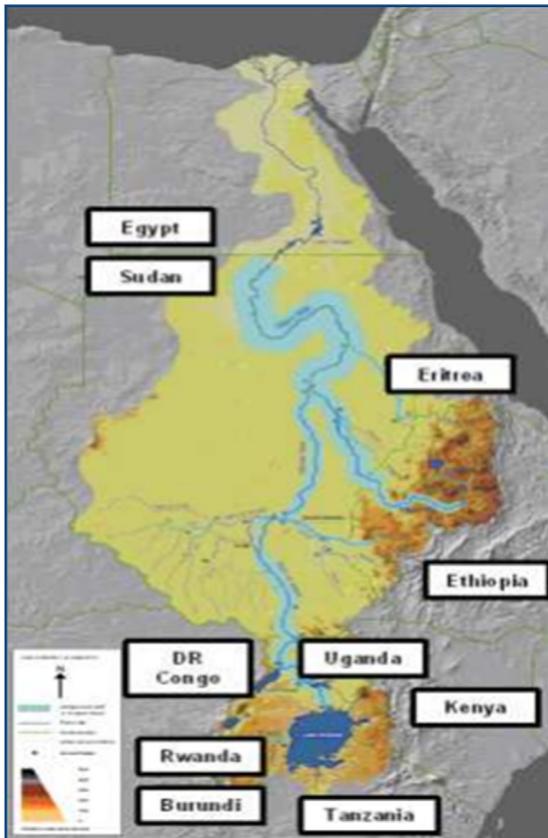
« Le challenge pour cette Égypte reste de transformer ces facteurs d'incertitude pour en faire des leviers de coopération fructueux, »

Lundi 23 mars 2015 à Khartoum, le président égyptien Abdel Fatah al-Sissi et son homologue soudanais Omar el-Béchir, ainsi que le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn, ont présidé la signature d'un accord sur le partage des eaux du Nil. Accord qui met fin à des années de déchirement entre les pays du Bassin et qui ouvrirait peut-être une fenêtre d'opportunité sur la formation d'une intégration qui dépasse le simple souci du partage des eaux. La voie semble ouverte devant une structure d'intégration correspondant au Bassin du Nil, au sein de laquelle l'Égypte trouverait enfin un espace de positionnement durable.

(2). L'initiative lancée en 1999, a été conçue, à l'origine, comme un outil de mise en commun des informations scientifiques entre les dix États riverains du Nil. Elle réunit aujourd'hui les gouvernements de ces pays qui sont le Burundi, l'Égypte, l'Érythrée (observateur), l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la République Démocratique du Congo (RDC) ; Voir Carte 3.

(3). « Rivalités égyptiennes » http://eau.procheorient.free.fr/contexte_1024/egypte_1024.htm

Carte 3 : Pays de l'initiative du Bassin du Nil



Source : L'initiative du Bassin du Nil, Agence Française de Développement, <http://www.afd.fr/webdav/shared/PORTAILS/PAYS/ETHIOPIE/fen%C3%AAtre%20IBN.pdf>

Conclusion

L'Égypte d'aujourd'hui reflète les incertitudes qui caractérisent un monde à la recherche d'un nouvel ordre :

- Dans l'horizontalité, l'Égypte est tiraillée entre un Moyen-Orient fragmenté et un occident arabo-musulman qui ne l'est pas moins ;
- Elle est partagée, dans la verticalité, entre la Méditerranée et la profondeur africaine matérialisée particulièrement par le Bassin du Nil ;
- En oblique, l'Égypte tangué entre les pôles émergents et ceux classiques sans trouver un socle de positionnement. Le challenge pour cette Égypte reste de transformer ces facteurs d'incertitude pour en faire des leviers de coopération fructueux, avec ses voisinages multiples et de capitaliser sur leurs contradictions en se positionnant comme joint-venture qui modère les contrastes.

Pour cela, l'Égypte est appelée à assainir sa situation intérieure en réconciliant les différentes factions de son peuple et en comblant le fossé creusé entre elles par les tourments du printemps arabe.

Bibliographie

- Pierre Blanc ; « Egypte : une géopolitique de la fragilité » dans confluences Méditerranée, N° 75 ; Automne 2010.
- Note d'analyse du GRIP « Ventes d'armes françaises à l'Égypte : les risques d'une coopération opportuniste » Par Arthur Guillon ; 25 février 2016.
- Le dossier égyptien ; revue mensuelle sur la politique et la société en Egypte, N° 17 2016.

A propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction générale de la sûreté nationale marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003- 2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009.

Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le conseil des ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

A propos de OCP Policy Center

L'OCP Policy Center est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. A travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, l'OCP Policy Center offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche: Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, Économie et Développement Social, Economies des matières premières et Finance, Géopolitique et Relations Internationales.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



OCP Policy Center

Ryad Business Center – South, 4th Floor – Mahaj Erryad - Rabat, Morocco

Email : contact@ocppc.ma / Phone : +212 5 37 27 08 60 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website: www.ocppc.ma